



Numéro 92

LE CHARMANT SON

Journal d'information, d'humeur et d'opinion de Solidaires

Solidaires SYNDICAT NATIONAL
Finances
Publiques

Depuis notre dernière AG au mois de Mai, notre section a vu notre trésorier partir vers de nouveaux horizons et notre secrétaire de section prendre de nouvelles fonctions. Vous trouverez dans les pages qui suivent toutes nos coordonnées.

Mais pas d'inquiétude, nos valeurs restent les mêmes !

Solidaires Finances Publiques continuera à défendre les droits individuels et collectifs des personnels dans leur ensemble (que l'administration tente régulièrement de bafouer) et sera combatif pour en obtenir de nouveaux. En luttant tous les jours contre le démantèlement du service public qui se dessine jours après jours en raison de la M.A.P (Modernisation de l'Action Publique) et de la démarche stratégique qui en découle au sein de notre administration, nous constatons qu'au delà des droits des agents, ce sont aussi les conditions de travail qui se détériorent fortement. La dernière attaque en date illustre d'ailleurs bien ce démantèlement ; La restructuration du réseau en milieu rural. En Isère, la direction prévoit la fermeture de 4 ou 5 postes. Donc un affaiblissement du service public dans les communes concernées (cf tract page suivante).

La question est la suivante : jusqu'où iront-ils ?

La réponse est simple : jusqu'où nous les laisserons aller !!!

Autrement dit sans aucune réaction de notre part à tous, la prochaine vague (à ce stade on peut même parler de tsunami) de suppressions d'emplois entraînera inlassablement des restructurations et des suppressions de services et encore, et encore et encore...

Alors camarades, réveillons nous tant qu'il en est encore temps, et ne nous laissons pas endormir par leur belles paroles et leurs belles promesses « dormez tranquilles, ayez confiance, on s'occupe de vous »... Et rappelez vous l'allégorie de la grenouille qui illustre le phénomène d'accoutumance conduisant à ne pas réagir à une situation grave.

NE « COASSONS » PAS CE QU'ILS NOUS DISENT, REAGISSONS !



Pour nous joindre :

Secrétaire départementale : Isabelle FERRUCCI, SIP DRAC 04-76-39-39-20

Secrétaire départementale Adjointe : Marjolaine PLOTON, SIP VIENNE

Trésorière : Sylvie KAMINSKI, SIP OISANS 04-76-39-38-86

Conseiller syndical régional : Ludovic PLOTON, BDV 04-76-39-39-93

Local syndical : 04-76-39-39-90 (répondeur si besoin)

solidairesfinancespubliques.ddfip38@dgifp.finances.gouv.fr



Notre radio-web vient de voir le jour,

Sur ces ondes, vous pourrez avoir des informations sur l'ensemble des sujets qui concernent la DGFIP (évolution des structures et des missions, fiscalité, finances locales, gestion des agents et leurs conditions de travail mais aussi des ouvertures vers l'extérieur avec nos différents engagements : Union des personnels des Finances Européens, Attac, Visa, les Sans Papiers.

Elle a pour vocation d'informer les agents sous une nouvelle forme rapide et ludique.

N'hésitez plus, cliquez ! <http://solidairesfinancespubliques.fr/video/radioweb.php>

Dans 3 mois, vous allez voter pour élire vos représentants au niveau national et local (CTR-CAPN-CCP contractuels- CTL et CAPL). Votez pour le syndicat qui lutte à vos côtés et défend au quotidien vos emplois, vos missions et vos conditions de travail. Aujourd'hui plus que jamais Solidaires Finances Publiques est le syndicat solidaire de tous les agents de la DGFIP.

VOTEZ POUR VOUS, VOTEZ SOLIDAIRES



HONNETE ?

VOUS AVEZ DIT HONNETE ?

Lors de la réunion de service du SIP Grenoble-Oisans du 11 septembre 2014, la responsable de service , annonçait qu'aucune fusion de SIP, ni de secteur n'était prévue dans l'année à venir.

A l'ordre du jour du CTL du 23/09/2014 est prévu l'ajustement des périmètres des SAID dans RIVOLI-TOPAD.

C'est avec un grand étonnement que les agents de Oisans ont découvert à l'arrivée des documents du CT, le 12 septembre, qu'une fusion de SAID était proposée par la responsable de service alors qu'**aucune concertation ni même information des agents n'avait été faite au préalable.**

Il est certain que le SIP Grenoble-Oisans rencontre des problèmes d'effectif : officiellement 4 emplois ne sont pas pourvus suite aux déficits chroniques d'emplois C sur le département.

La fusion proposée ne résoudra en rien les problèmes rencontrés sauf à masquer les déficits humains.

Il est inadmissible que les agents n'aient pas été consultés avant cette décision qui entraînera une modification importante dans leur travail quotidien et aura inmanquablement des conséquences sur leurs conditions de travail.

Belle preuve d'honnêteté et de courage de la part d'un responsable de service !



LISTE COMPLEMENTAIRE DU CONCOURS C

Après un recrutement en deux temps (500 puis 220 lauréats) la DG a fini par appeler 187 lauréats supplémentaires sur la liste complémentaire . Ces appels en trois temps sont bien sûr une bonne nouvelle pour les lauréats concernés et pour leurs futurs collègues.

Néanmoins, face à la situation catastrophique des effectifs dans les services et au regard des besoins et de l'évolution de la charge de travail, ces recrutements restent largement insuffisants.

Solidaires Finances Publiques défend une véritable politique de l'emploi à la DGFIP :

-aucun poste vacant (80 en Isère, hors ALD et temps partiel)

-renforcement en emplois dans chaque catégorie (C, B et A)

C'est pourquoi dès la sortie du concours C, nous avons exigé le recrutement de toute la liste complémentaire.

A ce jour, pour Solidaires Finances Publiques, il est impératif de procéder immédiatement au recrutement de tous les lauréats des listes complémentaires non encore appelés et ce sur tous les concours (A, B et C).



Prime d'intéressement collectif

(tiré du Blog de Solidaires Finances Publiques)

Solidaires Finances Publiques avait saisi la DG durant l'été, face aux incohérences et insuffisances d'information sur le sujet.

En effet, le rapport d'activité de la DGFIP annonce 11 indicateurs sur 12 atteints, ce qui aurait du conduire à 150 euros de PIC.

Or, chacun l'a constaté, ce sont seulement 120 euros bruts qui ont été payés aux agents, ce qui correspond à 10 objectifs atteints sur 12.

L'explication est la suivante : l'un des indicateurs, considéré comme atteint par la DGFIP (à priori celui concernant la lutte contre la fraude), n'a pas été validé par le Ministère, qui n'a donc accordé que 120 euros.

Pour Solidaires Finances Publiques, il s'agit d'un double scandale :

- d'une part, aucune communication officielle n'a été faite sur l'indicateur invalidé, et les agents ont le droit de savoir pourquoi ils perdent 30 euros,

- d'autre part, il s'agit d'indicateurs sur lesquels les agents n'ont aucune possibilité d'action, puisque le taux de recouvrement de l'impôt est lié à la situation sociale dégradée, et que d'autre part l'indicateur de la fraude n'est analysé qu'à posteriori.

Les agents subissent doublement l'impact d'une démarche technocratique qui vient rogner leur pouvoir d'achat alors que leur travail et leur implication n'est nullement en cause !

Réunion sur la restructuration du réseau trésoreries Compte rendu

Le 9 septembre 2014, le DDFIP de l'Isère avait convié les organisations syndicales à une réunion d'information sur la restructuration du réseau en milieu rural.

Le constat de l'administration est que le réseau est « excessivement dense », il y a 48 trésoreries en Isère. La moyenne du nombre de postes en région Rhône Alpes Bourgogne est de 29 postes...

La taille critique des postes se situe, selon le Directeur entre 5 et 7 agents. En Isère, nous avons 16 postes de 5 agents ou moins (dont 5 postes de 2 agents ou moins).

Dans un premier temps, soit au 1er janvier 2015, c'est à dire dans **moins de 4 mois**, la fermeture de 4 ou 5 postes est programmée.

Il s'agit des postes de :

ROYBON - HEYRIEUX - CORPS - LES AVENIERES

Le cinquième projet concerne : **MONESTIER DE CLERMONT** et sera effectif quand les problèmes de divergences sur le poste de rattachement avec les élus locaux seront réglés.

A défaut de consensus avec les élus locaux, le DDFIP les qualifie de « compréhensifs ».

Les missions, hors recouvrement de l'impôt, seront transférées sur les trésoreries de Saint Etienne de Saint Geoirs, La Verpillière, La Mure et Morestel.

Les missions de recouvrement seront transférées, quant à elles, aux SIP de Saint Marcellin, SIP de l'Isle d'Abeau, SIP-SIE de La Mure et trésorerie de Morestel.

Selon le DDFIP, tous les emplois B et C seront transférés. Ceux des cadres A sont encore à l'arbitrage de la DG.

La question est pour combien de temps? Est-ce que ce sera toujours vrai au 1er septembre 2015, prochaine vague annoncée des suppressions d'emplois ?

S'agissant d'une réunion informelle, nous n'avons pas fait d'intervention, considérant que les débats concernant les restructurations ne pouvaient relever que d'un CTL. Nous avons participé à cette réunion uniquement pour avoir l'information.

Nous avons quitté la séance après l'annonce des restructurations.

Pour Solidaires Finances Publiques, l'accessibilité du service public passe par un maillage fin doté de moyens suffisants pour assurer l'ensemble des missions. A l'instar de l'ensemble des services, les services de proximité (notamment les petites trésoreries), qui ont particulièrement souffert des suppressions d'emplois doivent être sauvegardés et renforcés pour assurer tout à la fois un service de qualité au bénéfice de la collectivité et des citoyens ainsi que de bonnes conditions de travail aux agents.